

[Accueil](#)[Actualités](#)[Tracts & affichages](#)[Bonnes nouvelles](#)[Photos](#)[Vidéos](#)[Comité de suivi / Elus](#)[Syndicalisme / luttes](#)[Forum](#)[Contact & Liens](#)

Assemblée nationale : Question orale de la députée Pascale Got

Comme promis dans notre compte-rendu de la rencontre du vendredi 19 février entre la CGT-First/Ford et la députée Pascale Got, voici les vidéos de son intervention lors de la session parlementaire du 23 février 2010 :

- 1) [La question de la députée Pascale Got](#)
- 2) [La réponse du gouvernement](#)

La CGT-First/Ford le lundi 1er mars 2010

La presse du 26 février 2010 :

USINENOUVELLE.com : First Aquitaine Industries : les banques devraient donner leur feu vert

[Cliquez ici](#) pour lire un commentaire qui sera peut-être mis en ligne sur leur site à condition de passer le service de modération

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU JEUDI 25 FÉVRIER AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CUB VINCENT FELTESSE

A la demande de la CGT First/Ford, les organisations syndicales et le président de la CUB Vincent Feltesse se sont rencontrés pour faire le bilan du comité de pilotage et discuter de la situation actuelle. Comme d'habitude, le débat n'a été mené que par les organisations syndicales majoritaires, les autres syndicats étant présents mais absents de la discussion.

Le débat fut pour le moins animé puisque comme les salariés, nous avons été déçus par les déclarations des élus suite au comité de pilotage. Nous lui avons transmis les reproches des salariés, à savoir la mise en responsabilité exclusive des banques, sans jamais faire la moindre remarque sur les responsabilités sociales de Ford ou encore celles de HZ holding qui n'investit pas un centime dans les projets contrairement à ce qui avait été promis il y a un an. C'est de la responsabilité des élus de faire respecter les engagements de Ford et de HZ.

D'après Vincent Feltesse qui reprend ce que lui a dit Mr Jacquet du ministère de Christine Lagarde, il pourrait y avoir une finalisation avec les banques d'ici la fin mars. Il n'y aurait toujours pas d'investisseur sur les rangs. S'il devait

un, il serait souhaitable qu'il ait un service commercial. Pour la CGT, il serait surtout souhaitable que l'investisseur soit public par l'intermédiaire du Fond Stratégique d'Investissement par exemple. Moins prédateur que les investisseurs privés et ne se contentant pas de subventionner en dilapidant les fonds publics sans contrôle, le FSI rentrerait dans le capital et aurait donc un droit de regard puisqu'il serait représenté dans le conseil de surveillance. Le président de la CUB nous informe que Mrs Madrelle, Rousset et lui-même auraient signé un courrier pour demander l'intervention du FSI.

Suite à une divergence d'opinion sur la stratégie financière de HZ Holding, le président de la CUB reconnaît qu'il y a un tour de passe-passe dans le montage financier mais il continue de penser qu'il faut d'abord s'occuper du prêt bancaire et voir le reste ensuite. Il précise que si le 30 mars, ce dossier n'est pas bouclé, la SEM se désengagerait.

Nous avons ensuite débattu sur le financement des pièces pour automobiles. Vincent Feltesse reprend ce qui a été dit à Bercy, à savoir que le projet ATLAS doit générer du cash et que ce dernier devrait servir à le financer. Nous émettons des doutes à ce sujet sachant que pour 2009, HZ a fait le choix de se servir dans les profits plutôt que de les réinvestir.

Un an après, il n'y a toujours aucun point positif à mettre en avant dans cette reprise.

D'ici 8 à 10 jours, une réunion devrait se tenir avec 2ADI entre autres partenaires techniques de la région, les experts de SECAFI et les organisations syndicales afin de mettre cartes sur table et de confronter les informations et les avis de chacun sur la situation. Il s'agit de faire une base de travail sur laquelle nous appuierons lors de nouvelles rencontres avec les élus. Ceci parce que les infos données par la direction aux salariés et aux élus ne sont pas les mêmes.

La CGT-First/Ford le vendredi 26 février 2010

Retranscription de l'intervention d'un militant CGT-First/Ford et conseiller communautaire à la CUB le vendredi 19 février 2010

FORD-FIRST : URGENCE

Nous sommes aujourd'hui à plus d'un an de l'annonce avec tambours et trompettes de la reprise du site industriel de FORD et ses 1 600 emplois par HZ holding HAY, en appui de différents projets industriels.

Voilà plusieurs mois que les salariés et nous même ici, interpellons sur l'opacité et les fortes interrogations de viabilité de ce repreneur et de ses projets hormis celui d'Atlas, mais qui ne représentera que 160 emplois.

La dernière table ronde de Bercy, avec la présence notamment de Madame Lagarde et de ce repreneur, nous confirme hélas cette inquiétude qui prend chaque jour le risque de devenir une cruelle réalité.

Nous avons maintenant la quasi certitude qu'il y a un an, cette annonce de reprise s'est faite sur fond de tromperie, avec duplicité de Madame Lagarde, quant aux engagements financiers de HZ Holding, à hauteur de 140 millions d'euros alors qu'ils s'évaluent en fait à zéro.

Nous voyons ainsi arriver le départ définitif de FORD fin 2011, sans potentialité de reprise industrielle avec la conséquence de drames humains insupportables. N'est-il pas temps de dire stop à cette voie sans issue et d'exiger que la route du chemin industriel soit enfin ouverte sur ce site :

1er -/ en exigeant que FORD assure toutes ses responsabilités jusqu'à la mise en pérennité du site et de tous ses emplois.

En ce sens, nous espérons qu'aucun élu, qu'aucun ministre ne parie sur le pourrissement de cette situation avec la mise en place par FORD d'un Plan de Sauvegarde de l'emploi.

Celui-ci ne serait pour 800 à 1000 salariés qu'un miroir aux alouettes vite terni au bout de quelques mois dans un environnement industriel sacrifié.

2° -/ en exigeant de FAI -HZ et des banques que les 53 millions d'euros nécessaires à la mise en oeuvre du projet viable d'Atlas soit rapidement débloqués.

Enfin, n'est il pas temps de prendre en compte les projets industriels que portent les salariés depuis plus de 2 ans, notamment celui de faire de ce site un pôle de développement du véhicule propre (électrique ou hybride).

En ce sens, comme nous ne cessons de le proposer, la Région Aquitaine n'a-t-elle pas, en appui de ses compétences de recherche et de développement économique, à donner un sérieux coup d'accélérateur à ce projet, notamment en coopération avec les entreprises SAFT et la Région Poitou/Charente, avancée sur ce dossier.

C'est un véritable cri d'urgence que je relaie ici, aux noms des salariés et des citoyens engagés dans « L'ASSOCIATION COMITE DE SOUTIEN ET DE SAUVEGARDE DES EMPLOIS INDUSTRIELS DU SITE FAI DE BLANQUEFORT » et les élus communistes

ENTENDEZ LE... Monsieur le Président !

GILLES PENEL

Flagrant délit de mensonge

Au lendemain du comité de pilotage, le 12 février, la direction de First écrivait dans son compte-rendu (flash info n°58) : « *M. François DROUIN (OSEO) confirme qu'il sera là pour assumer une part des risques en sécurisant les banques. Le plan produit lui semble solide, et OSEO réagit très rapidement pour délivrer ses garanties. Il suffit d'étudier les critères d'éligibilité du dossier.* »

Comme souvent, Sud-ouest s'en faisait l'écho tout en s'interrogeant dans son édition du 17 février : « *les banquiers aimeraient avoir des précisions sur le montant de la garantie apportée par la société publique Oséo* ».

Oséo est un établissement public d'aide à l'innovation, de garantie des concours bancaires et du financement en partenariat, de quoi rassurer tout le monde et maintenir le statu quo. Mais voilà, comme la direction l'a fait en déclarant que le contrat pour la vente de transmissions sur le marché chinois était dans la poche alors qu'aucun contrat n'est signé, elle a récidivé avec Oséo. Au point que Jean-Pierre Quinton, directeur régional Aquitaine d'Oséo a souhaité rétablir la vérité dans « *l'Objectif Aquitaine* » n°140 du lundi 22 février :

Contrairement à ce qui a pu être dit ces derniers jours, Oséo n'a pas accordé sa garantie bancaire aux futurs investisseurs du projet First Aquitaine Industrie (FAI) et notamment du projet Atlas de construction de grandes couronnes pour éoliennes. « *D'abord nous ne pouvons que suivre la décision des banques. Quand aux hésitations de celles-ci...il y a sans doute trop de questions sans réponse sur ce dossier à ce jour* ».

Tout ce baratin accumulé, ça commence à faire beaucoup !

La CGT-First/Ford le mercredi 24 février 2010

Assemblée nationale Compte-rendu de l'intervention de la députée Pascale GOT lors de la session ordinaire du mardi 23 février 2010

Entreprise First Aquitaine Industrie à Blanquefort

M. le président La parole est à Mme Pascale Got, pour exposer sa question, n° 934, relative à l'entreprise First Aquitaine Industrie à Blanquefort.

Mme Pascale Got. Monsieur le secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme, je veux appeler une nouvelle fois l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la situation de l'entreprise First

Aquitaine Industrie – ex-Ford – à Blanquefort

En juillet dernier, je l'avais déjà alertée sur le retard pris par les projets industriels devant accompagner cette reprise. Aujourd'hui, ce retard s'accroît, les projets ne se réalisent pas et les 1 600 salariés du site redoutent le pire. Les syndicats demandent, à juste titre, que Ford assume sa responsabilité sociale en restant engagé financièrement et en siégeant aux comités de surveillance jusqu'au sauvetage réel du site et jusqu'à la mise en place des projets par la HZ Holding. Ce point est particulièrement important.

Devant le manque de clarté de la situation actuelle, les syndicats commencent également à douter de la volonté réelle de HZ Holding et de Ford de maintenir tous les emplois et de garantir l'avenir. Le risque d'un plan social n'a toujours pas été écarté. Le dernier comité de suivi national a confirmé l'hésitation des banques à accompagner la reconversion du site. Leurs états d'âme sont incompréhensibles puisque Mme la ministre avait confirmé à Bordeaux, il y a un an, la solidité de ce projet de reprise.

Que sont les quelques dizaines de millions d'euros nécessaires, alors que ces mêmes banques n'ont pas hésité à spéculer, à hauteur de milliards d'euros, sur des opérations financières parfois douteuses ; à provisionner, récemment, des centaines de millions d'euros pour leurs traders ; à afficher, pour nombre d'entre elles, des milliards de bénéfices ?

M. Jean-Paul Bacquet. Eh oui !

Mme Pascale Got. Je connais l'engagement personnel de Mme Lagarde sur ce dossier, aussi je lui poserai cinq questions précises :

- Avez-vous obtenu l'accord des banques pour accompagner cette reconversion ?
- Allez-vous faire appel au Fonds stratégique d'investissement dans le capital de l'entreprise pour aider à la pérennisation du site ?
- Allez-vous demander à Ford de repousser son désengagement au-delà de 2011 tant que les nouveaux projets ne sont pas en place ?
- Allez-vous obliger la direction à s'engager à ne pas procéder à un plan social ?
- Enfin, quand se réunira le comité de suivi local avec tous les partenaires, notamment Ford ?

M. Jean-Paul Bacquet. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Benoist Apparu, secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme.

M. Benoist Apparu, (secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme). Comme vous le savez, madame la députée, Christine Lagarde a réuni, le 11 février dernier, le comité de suivi de First Aquitaine Industrie. Cette réunion, à laquelle vous participiez, a rassemblé les représentants des collectivités, les actionnaires et la direction de FAI, le secrétaire du comité d'entreprise de FAI, ainsi que les services de l'État.

Ce dossier fait l'objet d'une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs, qui traduit l'importance de ce dossier, notamment en termes d'emploi. La réunion du 11 février a montré que ce dossier est suivi avec attention par l'État, la région et les collectivités, qui lui apportent un soutien financier conséquent.

Le comité a été l'occasion pour l'entreprise et son actionnaire de présenter le plan d'affaires élaboré au cours des derniers mois, avec l'appui d'un cabinet de conseil et d'audit réputé. Ce plan prévoit le développement de nouveaux débouchés pour l'activité « transmission » et de nouvelles activités, notamment la production de composants pour les éoliennes. Les éléments présentés par l'entreprise et son conseil concluent à la solidité de ce plan d'affaires, confirmée par une première commande obtenue récemment auprès d'un constructeur chinois.

Pour concrétiser ce plan et ces développements, des financements bancaires sont nécessaires et l'entreprise et son actionnaire ont engagé des discussions avec les banques, avec le support de la médiation du crédit et l'implication d'OSEO.

Ce comité de pilotage a également été l'occasion de rappeler que l'engagement de tous est nécessaire : du côté des financeurs pour fournir et garantir dans les prochaines semaines les financements nécessaires, comme du côté de la direction et des actionnaires, pour garantir la pérennité du site et le maintien de l'emploi. Je puis vous assurer qu'au vu de l'importance de ce dossier, notamment en termes

d'emploi, le suivi au plus haut niveau de l'État sera maintenu.

M. le président La parole est à Mme Pascale Got.

Mme Pascale Got. J'ai bien entendu votre réponse, monsieur le secrétaire d'État, mais comme vous l'avez dit vous-même, j'ai participé à ce comité national de suivi et vous ne m'avez donc rien appris à ce sujet. En revanche, le financement des banques n'est toujours pas précisé et chaque jour de retard supplémentaire grève un peu plus la reprise du site.

M. Jean-Paul Bacquet Hélas !

Mme Pascale Got. Je vous demande donc expressément de relayer auprès de Mme Lagarde les cinq questions précises que je vous ai posées. Les 1 600 salariés de First Aquitaine Industrie sont toujours dans l'attente de réponses quant au financement des banques et quant au risque d'un plan social et d'une absence de concrétisation des projets d'investissements. Même si je reconnais l'engagement de l'État, il me paraît important que des réponses soient apportées sur ces points, car il a clairement été indiqué que si les banques ne se décidaient pas avant la fin du mois de février, le projet tout entier allait périr.

M. Jean-Paul Bacquet Malheureusement !

A lire sur le Blog de Pascale GOT : [Questions au gouvernement](#)

A lire sur le site de l'assemblée nationale : [Entreprise First Aquitaine Industrie à Blanquefort](#)

La CGT-First/Ford le mercredi 24 février 2010

Compte-rendu de la réunion du CE du 22 février 2010

Marche de l'entreprise :

Confirmation de l'arrêt de la Falcon fin mars.

Volume journalier en Mars et en Avril : 300 E et 440 S

9 personnes vont renforcer l'effectif du TTH suite à l'augmentation de volume de GFT.

Projet Atlas :

Par rapport au financement du projet, il y a une réunion dans la semaine avec le médiateur du crédit, les 5 banques, La SEM et First. La direction espère une plateforme d'accord en fin de semaine et dit que la difficulté d'obtenir l'emprunt des 40 millions d'euros vient des banques qui « partent en courant » quand on leur parle de l'automobile.

La direction a beau pointer les banques du doigt, le problème vient aussi du manque de fiabilité du projet global ou les banques veulent en savoir plus sur le repreneur et avoir des garanties. D'ailleurs Hay, le partenaire principal qui est au comité de surveillance de First et donc décisionnaire refuse de se porter garant pour soi disant des raisons douteuses de concurrence avec ZF.

Les banques seraient fortement rassurées si un investisseur rentrait dans le capital de First car HZ n'apporte aucun investissement. La direction a dit que HZ n'était pas opposé à l'arrivée d'un investisseur.

Cela serait rassurant que ce soit par le FSI (Fond Stratégique d'Investissement) détenu par la caisse des dépôts et consignation (51%) et l'état (49%) qui de fait deviendrait décisionnaire dans le conseil de surveillance de First.

Pour le financement du bâtiment qui passe par un emprunt de la SEM, la direction dit que c'est plutôt bien avancé.

Evidemment, c'est plus facile pour la SEM car la moitié de l'emprunt (10 millions d'euros) est garanti par les collectivités locales.

Projet TTH et composants automobiles :

159 pièces en chiffrage..

Boîtes pour le marché chinois :

Rien de nouveau..

Conclusion :

On s'attendait au moins à avoir le nouveau business plan qui a été remis au comité de pilotage à Bercy. Refus de la direction pour des raisons de « confidentialité ».

Il ne nous a été remis qu'une « annexe technique » qui ne nous donne aucun chiffre sur l'emploi, les chiffres d'affaires, aucune date précise sur le futur.

avance, plus les projets prennent du retard, moins on en sait. On a appris que HZ aurait déjà touché quelques millions d'euros de dividendes en 2009 alors qu'aucun projet n'est mis en place aujourd'hui et tout ça en ayant déboursé « un euro symbolique ». Inadmissible!

La CGT-First/Ford le lundi 22 février 2010

Entretien avec la députée Pascale GOT

Vendredi 19 février, une délégation de la CGT-First/Ford s'est rendue à la permanence de la députée Pascale Got. Nous avons souhaité un entretien suite au comité de pilotage de Bercy pour avoir des explications sur les déclarations faites dans la presse par les élus de la région. Il s'agissait surtout de discuter de la communication des élus qui mettent toute la responsabilité sur les banques qui refusent jusqu'à présent de prêter l'investissement nécessaire à la mise en place du projet ATLAS.

La direction de First, les élus de la région, la ministre Christine Lagarde, le maire de Bordeaux, tous s'accordent à dire que les banques ne jouent pas leur rôle. Mais de quel rôle parlent-ils ? Dans la société dans laquelle nous vivons, le rôle des banques n'est-il pas d'avoir du retour sur investissement ? Si elles ne s'engagent pas sur les projets de HZ holding, c'est tout simplement qu'elles craignent de ne pas atteindre cet objectif. Alors comme nous revendiquons des garanties sur l'emploi, elles en réclament sur leurs finances. Nous ne cautionnons pas ce système, mais que ceux qui l'approuvent et l'autorisent ne viennent pas s'en plaindre aujourd'hui.

Et le repreneur ? Son rôle n'était-il pas d'investir pour pérenniser tous les emplois ? Où en sommes nous aujourd'hui de ses belles promesses d'il y a un an ? Le repreneur HZ Holding ne met pas un centime dans l'entreprise. Ce même repreneur qui s'était engagé à investir 140 millions d'euros et qui, on peut le dire aujourd'hui, avait berné tout le monde. Nous n'avons pas oublié les déclarations de la ministre Christine Lagarde à l'époque : *"La première garantie, c'est l'investissement que fait l'industriel lui même. Pour la reprise, il va faire un gros investissement. Quand on met de l'argent dans un site français, c'est pas qu'on a envie de le perdre, c'est qu'on a envie d'y rester"*. A ce sujet, aucune remarque des élus, pas le moindre reproche ! C'est pour nous inacceptable.

En conclusion, la députée Pascale Got promet qu'elle allait revoir sa copie et interpellera la ministre Lagarde mardi 23 février en question orale à l'assemblée nationale au sujet du dossier FAI. Nous avons discuté avec la députée du contenu de sa question et de ce que nous aimerions qu'il y soit exposé. Par respect et pour lui laisser la primeur de cette question, nous n'en dévoilerons pas le contenu ici mais dès que nous aurons la vidéo, elle sera accessible sur notre site internet.

Nous aurons bientôt d'autres rendez-vous avec d'autres élus, à suivre..

A lire sur le site de la députée Pascale Got : [l'agenda de la députée \(le mardi 23\)](#)

La CGT-First/Ford le lundi 22 février 2010

Communiqué de presse :

La déclaration qui suit a été envoyée en communiqué de presse aux médias et aux élus de la région :



DECLARATION DE L'INTERSYNDICALE CGT-CFTC

FIRST AQUITAINE INDUSTRIES

Les organisations syndicales CGT-CFTC demandent :

- A ce que le plan de reprise et d'investissements de la HZ Holding tel que présenté aux élus syndicaux début 2009 soit tenu.
- Ce plan prévoyait que la HZ Holding et ses partenaires investissent pour un montant de 140 M€. Il n'est pas acceptable que HZ Holding, qui a acheté 1000 € symboliques l'activité de transmissions automatiques, ne participe pas au financement des nouveaux projets et se contente de remonter des dividendes à ses actionnaires en profitant de la manne laissée par FORD.
- Il faut que Ford assume sa responsabilité sociale et reste engagé financièrement et structurellement aux comités de surveillance jusqu'à la mise en place des projets apportés par la HZ Holding.
- FORD a cédé ce site à la HZ Holding en annonçant que les 1600 emplois du site étaient sauvés. Cette reprise a été validée par tous les élus politiques locaux, régionaux, ainsi qu'au plus haut niveau de l'Etat par Mme Lagarde. Aujourd'hui HZ Holding ne veut pas s'engager sur le maintien de la totalité des emplois et les politiques n'ont pas réagi à cette déclaration.
- La HZ Holding et les politiques considèrent que le business plan présenté au comité de pilotage du jeudi 11 Février 2010 est solide. Ils ne comprennent pas pourquoi les banques, y compris au niveau National n'accordent pas les prêts demandés. Puisque ce dossier est si solide, alors la garantie de la pérennité des emplois doit être actée.
- FORD, en cédant Ford Aquitaine Industries à la HZ Holding considère être dégagé de toutes responsabilités. Il n'y avait donc aucun représentant de FORD au Comité de Pilotage. Là aussi, aucune réaction des politiques. C'est pourtant à eux d'exiger que FORD assume ses actes.
- FORD doit être mis devant ses responsabilités. A ce jour HZ et ses partenaires n'ont pas apporté la preuve de leur capacité à développer d'autres activités sur le site et les engagements pris en 2009 devant les partenaires sociaux n'ont pas été tenus. Les représentants des salariés considèrent avoir été trahis.
- Les autres prospects qui étaient autant de repreneurs potentiels doivent être consultés. Il faut que le comité de suivi local que Mme Lagarde s'est engagée à réunir comporte des représentants de tous les acteurs économiques, politiques, financiers, capables d'apporter des projets viables ou des sources de financement. FORD doit être présent, ainsi qu'une représentation de l'Etat.
- Le manque de clarté et de confiance en l'avenir conduit les salariés à douter de la volonté réelle de la HZ Holding et de FORD à maintenir les emplois et à garantir l'avenir. Seuls le démarrage rapide et une planification sérieuse des projets devant être mis en place sur le site de FAI peuvent nous redonner confiance.

L'intersyndicale CGT-CFTC First/Ford le 18 février 2010

La presse du 17 février 2010 :

SUD OUEST.com : First: des échanges

SUD OUEST.com : Ils cherchent le bon vent

TOUT VA TRÈS BIEN MME LA MINISTRE ?
RIEN NE NOUS PERMET DE LE CROIRE !

PAS QUESTION DE LAISSER FAIRE

La réunion du Comité de Pilotage à Bercy a finalement eu lieu la semaine dernière. Mais il semblerait que personne parmi les pouvoirs publics, les élus, les patrons et autres acteurs économiques n'avaient vraiment envie de se retrouver pour discuter de l'avenir de FAI. Cela s'est fait uniquement pour tenter de calmer le jeu et de rassurer tout le monde. En effet, le lancement du droit d'alerte, les actions de mobilisation récentes, les positionnements très critiques de certains syndicats posent problème à tous ces gens qui ne veulent pas s'embêter aujourd'hui avec une contestation sociale.

Question avancées du dossier de la reprise, il n'y a rien de nouveau, à part un nouveau « business plan » dont le contenu reste confidentiel pour l'instant. Aucune concrétisation du côté des éventuels clients chinois, aucune réponse positive du côté des banques pour le financement du projet Atlas, aucun progrès du côté de tous les autres projets concernant les composants de transmissions. Et pourtant, à la sortie de cette réunion, nous avons eu droit à des discours optimistes et rassurés !

La ministre de l'industrie comme les présidents de Région et de la CUB, comme le maire de Bordeaux, tous les acteurs présents au Comité de Pilotage (et ils étaient nombreux !) ont parlé d'un projet sérieux. Ils étaient bizarrement tous d'accord. Et tous ensemble, ils s'en sont pris aux banquiers qui ne joueraient pas le jeu, qui par leur « frilosité » pourraient être responsables de l'échec de la reprise !

Un véritable détournement de responsabilités

Nous ne défendons pas les banques dans cette histoire. Bien évidemment, elles « prêtent » quand elles pensent faire de bonnes affaires. Elles sont là pour gagner encore plus d'argent. C'est le fonctionnement même du système économique actuel, c'est la définition même du capitalisme.

Mais dire aujourd'hui que le projet bloque à cause des banques, c'est une escroquerie. En aucun cas, ce sont les banques qui trouveront des marchés et des clients, qui mettront en place un projet industriel fiable. Au mieux, elles peuvent « soutenir » un projet et l'aider à se développer. Or, visiblement, les banques n'ont pas confiance dans le projet de First, pas au point d'y mettre quelques millions. Enfin, c'est ce qu'on nous raconte. Car dans tout ce dossier, il n'y a aucune transparence et ce, de la part de qui que ce soit.

Les vrais problèmes ne sont pas mis au centre de la discussion : ni par le gouvernement, ni par les élus que nous côtoyons et alertons pourtant depuis des mois. Que dire de l'absence de Ford à ce Comité de Pilotage ? Pour nous, c'est inadmissible ! Que dire de ce repreneur qui déclare ne pas vouloir mettre un centime dans l'affaire ? Pour nous, c'est là aussi inadmissible !

Ford doit assumer ses responsabilités

Pour commencer, Ford a des responsabilités à assumer. Avec son annonce faite il y a un an, Ford se vantait d'avoir honoré ses responsabilités sociales en s'assurant de la reprise du site par une holding financière, soutenue par un industriel allemand. Un projet costaud, nous disait-elle, car ces nouveaux patrons-actionnaires avaient non seulement les « reins solides » mais en plus, ils avaient une qualité rare chez un actionnaire, ils venaient faire du social ! Un véritable conte de fée difficile à avaler ... et pourtant, il y a bien eu quelques félicitations.

Ford reste décisionnaire jusqu'au 31 décembre 2011. C'est inscrit dans les statuts de FAI déposés au greffe de Bordeaux en 2009. Ford a mis les fonds. Ford est aujourd'hui le seul client et bien plus qu'un client en réalité. Nous le savons, Ford prépare en même temps sa sortie définitive en se désengageant progressivement. Son absence discrète de la dernière réunion montre la complicité de l'Etat envers cette multinationale qui vient d'annoncer 2,7 milliards de profits.

La question pour nous est claire : Ford doit assurer la pérennité du site et de tous les emplois et doit à ce titre, repousser son désengagement total tant que les projets futurs ne sont pas lancés. Ford doit rester quitte à y remettre des nouvelles productions pour la compagnie.

Il y en a marre de ces patrons qui font ce qu'ils veulent avec l'argent public. Ils encaissent des aides pendant des années et décident de partir comme bon leur semble, se moquant des conséquences sociales et des comptes qu'ils ont à rendre aux collectivités locales. On le voit actuellement avec Philips à Dreux ou il y a quelques mois avec Molex à Villemur. Même quand il y a des lois qui protègent un peu les salariés, les patrons s'en moquent et font ce qu'ils ont décidé.

C'est trop facile de partir en douce, de changer les statuts d'une entreprise, d'effacer les logos, de modifier les accords d'entreprises pour bien montrer qu'une

époque est révolue. Nous dénonçons cette stratégie depuis le début. Mais nous dénonçons aussi l'attitude des pouvoirs publics qui laissent faire ces opérations de « blanchiment ». Les élus, les collectivités territoriales, les pouvoirs publics et l'Etat en bout de chaîne pourraient s'opposer au départ de Ford ou au moins ils pourraient dénoncer des choix qui se traduisent forcément par une catastrophe sociale pour une région.

L'Etat a forcément des moyens de pression pour changer la donne. Au lieu de cela, on voit la Région, le Département, l'Europe, l'Etat soutenir le projet de reprise en confirmant aujourd'hui les 30 millions d'aides publiques. A côté de ça, HZ révèle qu'il n'est plus question d'apporter 140 millions comme promis en février dernier. HZ déclare qu'il n'est pas question d'investir un seul euro et que son rôle est de faire remonter des dividendes aux actionnaires ! Et visiblement il y aurait quelques millions déjà « remontés » grâce aux bénéficiaires de l'année 2009 !

L'opération de séduction de février dernier est bien finie. Aujourd'hui, les actionnaires parlent beaucoup plus clairement. « Nous sommes là pour faire de l'argent » ! D'ailleurs, il est question de faire des gains de productivité à un niveau élevé. Et la ministre comme les élus sont complètement hypnotisés devant cette prétention patronale. Aucune dénonciation de ces intentions, aucune critique des déclarations de HZ. Pour les pouvoirs publics, le problème ça reste les banques !

Comment accepter qu'un repreneur puisse s'accaparer une partie des bénéficiaires alors qu'il n'a strictement rien investi ? A ce compte là, les salariés auraient pu reprendre l'usine. Au moins, les richesses auraient été absorbées par ceux qui les ont produites.

Il est encore temps de changer la donne

La situation de crise économique et sociale met le patronat dans un rapport de force favorable. Il se croit tout permis et attaque tout azimut l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la couverture sociale. Tout s'enchaîne. La multiplication des fermetures d'usines et des plans de licenciements renforce le sentiment d'inquiétude et de résignation parmi de très nombreux salariés. Cette déferlante antisociale entraîne une démoralisation qui n'aide pas à la mobilisation. Car pour lutter, il faut avoir le moral, il faut croire que nous pouvons défendre des perspectives plus réjouissantes.

C'est vrai que les temps sont durs et que nous ne voyons pas le bout du tunnel. Mais il n'est pas question pour autant de se plier à cette logique de régression sociale. Il n'est pas question d'abandonner la bataille pour la défense de tous les emplois. Nous ne ferons pas partie de ceux qui capitulent et remettent en avant l'idée d'une fausse garantie financière, ce qui revient à discuter de suppressions d'emplois avant l'heure.

Dans les jours et dans les semaines qui viennent, il nous faut trouver des solutions pour faire entendre notre mécontentement, pour faire pression sur les pouvoirs publics. Nous avons absolument besoin d'alliés dans notre lutte. Alors il nous faut convaincre les élus que nous avons raison et qu'il ne faut pas laisser HZ et Ford mener tranquillement leur barque.

Nous allons continuer à solliciter les élus et exiger des pouvoirs publics des prises de décisions qui aillent dans le sens des intérêts sociaux collectifs. Nous ne les lâcherons pas. Le gouvernement et les collectivités locales ont aussi de lourdes responsabilités à assumer. Ils ont donné leur aval au projet de reprise il y a un an. Ils ont contribué à donner du crédit à la solution de Ford.

Cette bataille, nous allons la mener. Mais il est évident que pour être plus efficace, nous devons la mener avec tous les salariés et tous les syndicats « responsables et indépendants » car notre force c'est l'unité et la solidarité.

La CGT-Ford/First le 17 février 2010

Victoire au tribunal Ford nous doit un jour férié

En 2008, hasard du calendrier, deux jours fériés le 8 Mai et l'Ascension tombaient le même jour. A l'époque, la direction de Ford Aquitaine Industries, la même que celle de First Aquitaine Industries, avait refusé de répondre favorablement à la demande de la CGT : accorder au personnel un jour de congé supplémentaire ou une journée payée en plus pour compenser cette coïncidence. La direction avait estimé que rien ne la contraignait juridiquement à faire droit aux revendications de la CGT.

À tort si l'on se réfère à la lecture du jugement rendu le 9 février dernier qui donne raison aux syndicats CGT et CFTC qui avaient saisis le tribunal de grande instance de Bordeaux assistés de Maître Monique Guédon. Face au refus des patrons qui ne respectent que ce qui les arrange dans les textes, il aura fallu en arriver là.

Nous exigeons donc de Ford qu'il répare le préjudice occasionné comme l'a décidée la loi.

Ford Aquitaine Industries a toujours une existence juridique. S'étant désengagé du site, Ford n'est plus en mesure de nous octroyer un jour de congé supplémentaire donc elle devra nous verser un trentième de notre salaire mensuel. À moins qu'elle ne fasse appel de sa condamnation

A Getrag Ford Transmissions, la CGT avait accompli la même procédure face à sa direction et avait obtenu elle aussi réparation auprès du tribunal.

Dans le contexte actuelle, la défaite de la direction fait plaisir, elle qui veut nous grignoter progressivement nos avantages

A lire dans Sud Ouest : Ford doit un jour férié à ses salariés

A lire dans notre affichage du 19 juin 2009 : QUAND LA DIRECTION DE GFT PERD AU TRIBUNAL, LES SALARIÉS Y GAGNENT

La CGT-Ford/First le 13 février 2010

Les réactions des élus de la région suite au comité de pilotage de Bercy

Tout serait de la faute des banques ! C'est ce qui ressort des discours des élus suite à la réunion du comité de pilotage de Bercy. Peut-être qu'elles ne jouent pas leur rôle mais il n'y a pas que ça !

C'est un peu vite oublier la responsabilité sociale de Ford, les promesses de Johann Hay et de HZ Holding et le baratin de la direction de First depuis la reprise. Aucun investissement n'a été fait par HZ Holding, faut-il le rappeler ?!

Nous n'en resterons pas là. Les élus doivent se reprendre et vite...

ALAIN ROUSSET « La Région, l'État et l'Europe font le nécessaire pour que le dossier aboutisse, pour que le projet Atlas se réalise, et pour que le personnel reçoive la formation nécessaire. »

« La balle est maintenant dans le camp des banques. Le personnel a besoin d'éléments rassurants. Car, comment se former, comment s'investir dans une entreprise, si on n'a pas confiance en son avenir ? »

CHRISTINE BOST, maire d'Eysines, conseillère générale dans ce dossier : « On a perdu du temps avec les banques, auquel on ne demande qu'un financement d'appoint, Qu'attendent-elles ? Pourquoi n'y vont-elles pas ? »

PASCALE GOT, DÉPUTÉE « L'intérêt technologique du projet Atlas a été confirmé. Le problème se concentre maintenant plutôt sur les banques. On a l'impression qu'en France, celles-ci ne s'intéressent pas à la valeur d'un projet ».

ALAIN JUPPÉ Le plan d'affaires est solide, et les perspectives encourageantes, tant sur le plan industriel que financier.

« Demeure le problème des banques », poursuit le maire de Bordeaux, qui demande à Christine Lagarde « de ne pas relâcher la pression sur les établissements bancaires, afin que ceux-ci se montrent plus coopératifs. »

Christine Lagarde du comité de pilotage First

A l'issue du comité de pilotage consacré au suivi du dossier de l'usine de Blanquefort, qui s'est tenu ce matin au ministère de l'économie, Alain Juppé tient à remercier Madame Lagarde pour sa vigilance et les services de l'Etat pour la qualité du travail accompli. Il considère que *"le plan d'affaires est solide et les perspectives encourageantes tant sur le plan industriel que financier. Demeure le problème de l'attitude des banques."*

Alain Juppé a demandé à Christine Lagarde de *"ne pas relâcher la pression sur les établissements bancaires afin que ceux-ci se montrent plus coopératifs notamment dans le financement du projet Atlas qui concerne la construction d'un bâtiment dédié à la réalisation de couronnes d'éoliennes"*.

Jeudi 11 février 2010

A lire sur le site de la mairie de Bordeaux : www.bordeaux.fr

La Députée Pascale Got réagit sur son blog au lendemain de la réunion à Bercy du 11 février

Cliquez sur l'image ci-dessous pour rejoindre son blog

■ **FAI : L'ATTITUDE INTOLÉRABLE DES BANQUES**
12 février 2010

Le Comité de suivi national qui vient de se réunir à Bercy, a confirmé l'hésitation des banques pour accompagner notamment la production de fabrication des courroies d'éoliennes de First Aquitaine Industries.

L'attitude des banques est inadmissible. Alors qu'elles n'ont pas hésité à spéculer des milliards d'euros sur des opérations financières parfois douteuses ni à réapprovisionner récemment des centaines de millions d'euros pour leurs traders, elles ont maintenant des états d'âme pour financer à hauteur de 50 millions d'euros, un projet industriel.

Cette situation est d'autant plus aberrante que ce projet technologique est reconnu au niveau européen et qu'il concerne 1600 salariés et encore davantage d'emplois induits.

Les banques de l'hexagone persistent dans leur approche très patrimoniale. En France, la question n'est pas de savoir : quel projet avez vous , mais qui êtes vous et quelles sont vos garanties?

A lire sur le site www.economie.gouv.fr :

11 février 2010 - Christine Lagarde a présidé ce matin le comité de pilotage de First Aquitaine Industries

"Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi, a présidé ce matin le comité de pilotage de First Aquitaine Industries qui rassemble l'équipe de direction de FAI, ses actionnaires et son partenaire industriel, le représentant des salariés, les principaux élus locaux ainsi que les services de l'État tant au niveau local que national qui suivent ce dossier (Préfet, Médiation du crédit, DGCIS, DIRECCTE).

Christine Lagarde et les principaux élus locaux ont rappelé l'importance de ce dossier qui est suivi avec attention et sur lequel le soutien financier des pouvoirs publics (État, région, collectivités locales) est conséquent

Christine Lagarde salue le travail important qui a été mené par tous au cours des derniers mois pour construire le plan d'affaires qui a été présenté. Ce plan d'affaires a été réalisé par la direction de FAI et ses actionnaires avec l'appui d'un cabinet de conseil et d'audit réputé. Il conclut à la solidité des nouvelles activités prévues et identifie les besoins de financements bancaires nécessaires pour développer ces activités.

Après avoir pris note de l'état de progression des discussions avec les banques menées par l'entreprise avec le support de la médiation du crédit et réaffirmé le support financier de l'État, Christine Lagarde appelle à l'engagement de tous, du côté des financeurs pour fournir et garantir dans les prochaines semaines les financements nécessaires, comme du côté de la direction et des actionnaires pour garantir la pérennité du site et le maintien de l'emploi.

Christine Lagarde rappelle enfin qu'au vu de l'importance de ce dossier, le suivi au plus haut niveau de l'État sera maintenu."

A lire sur le site du ministère : www.economie.gouv.fr

La presse de ces 2 derniers jours :

2 nouveaux articles ajoutés datant du 12 février 2010 :

france  .fr

: First Aquitaine : le personnel déçu

USINENOUVELLE.com : First Aquitaine Industries : les banques toujours frileuses

Le 12 février 2010 :

 minutes.fr

: Les banques barrent la route à First

 AFP

: déception des FAI, ex-Ford, après un comité de pilotage

 SUD OUEST.com

: Bercy se penche sur First + Les First mobilisés : « Montrer à l'opinion publique qu'on risque de sauter »

 SUD OUEST.com

: Christine Lagarde plutôt rassurée

 SUD OUEST.com

: Réactions des élus

 AQUI!

: Un an après la reprise, les ex-salariés de Ford à Blanquefort s'inquiètent pour leur avenir

Le 11 février 2010 :

 SUD OUEST.com

: Blanquefort (33) : Opération escargot des salariés de First

france  .fr

: Les salariés de First Aquitaine dans la rue

Les journaux téléés du 11 février 2010

Le 12-13 : 

Le 19-20 : 

 tv7
[Bordeaux]

Opération escargot, manifestation devant la préfecture
et entretien à la préfecture le 11 février 2010

Ce matin, à l'appel des syndicats CGT et CFTC, les salariés de First/Ford ont mené une opération escargot, à partir de l'usine de Blanquefort jusqu'à la préfecture de la Gironde à Bordeaux, où nous nous sommes rassemblés, rejoignant les salariés de S3G, une filiale de Sud-Ouest dont les emplois sont menacés.

Cette action était menée en même temps que se tenait à Bercy le comité de pilotage avec la ministre Christine Lagarde au sujet de l'avenir du site. Il s'agissait une nouvelle fois d'exprimer nos craintes sur l'avenir du site et de montrer que nous saisissons toutes les occasions pour nous faire entendre.

Nous avons obtenu qu'une délégation CGT - CFTC soit reçue par l'adjointe au directeur du cabinet du préfet. Préfet qui n'a pas répondu à nos différentes sollicitations depuis de nombreux mois. Après avoir écouté ce que nous avons à dire, un compte-rendu de la réunion de Bercy qui venait de se finir nous a été fait : Philippe Poutou, secrétaire de la CGT First/Ford a fait une prise de parole à la sortie de la préfecture afin de faire un compte-rendu aux salariés présents :

- Certification du nouveau Business plant avec maintien de tous les emplois présenté par la direction de First. En clair, le gouvernement réitère sa confiance à la reprise.
- La ministre s'engage à démarcher personnellement les banques pour accompagner les investissements nécessaires à la mise en place des projets.
- Le Préfet de Région est missionné pour mettre en place et piloter un Comité de Suivi local dans les semaines qui viennent.
- Les 30 millions d'aides publiques (12 millions de l'Etat, 6 millions de l'Europe, 12 millions des Collectivités) sont confirmées.

Il semblerait que l'objectif de ce comité de pilotage était de « rassurer » en montrant que le gouvernement et les pouvoirs publics maintiennent leur engagement derrière le processus de reprise. Il n'y a aucun élément nouveau en ce qui concerne la crédibilité des différents projets. Mais les déclarations du gouvernement semblent satisfaire les élus de la Région qui parlent de « sérieux du projet First » et « remercient » la ministre Lagarde pour son implication.

Nous aimerions qu'ils disent vrai et qu'ils ne se laissent pas encore embobiner. Car avec les éléments que nous avons, nous n'avons pas les moyens d'afficher un tel sentiment de satisfaction. Nous préférons évidemment entendre que le gouvernement maintient sa confiance plutôt que le contraire. Mais les retards importants dans la mise en place des projets compliquent sérieusement les chances de sauver tous les emplois. Oui, il y a un danger réel en ce qui concerne la pérennité du site et la sauvegarde de l'ensemble des emplois (1500 chez First, près de 10 000 dans la Région).

Nous rappelons que nous restons très méfiants des directions de First/Ford/HZ. Nous réaffirmons que la vigilance des salariés et leur mobilisation reste une nécessité car cela reste un moyen primordial pour exercer une pression utile sur First et sur les pouvoirs publics. Et n'oublions pas non plus Ford qui reste décisionnaire dans l'entreprise et qui doit assumer ses responsabilités sociales en garantissant l'aboutissement de la reprise.





La CGT-Ford/First le 11 février 2010



JEUDI 11 FEVRIER
 NE RATONS PAS L'OCCASION
 DE NOUS FAIRE ENTENDRE

Depuis le début de l'année, la direction a plutôt été avare en communication. Même son rendez-vous de janvier avec la remise des polos a été tout simplement annulé.

On ne peut pas dire que les réunions CE aient été riches en informations nouvelles : pratiquement la même chose depuis plusieurs semaines.

Mais depuis quelques jours, les choses s'accélérent un peu. Depuis le vote en CE de la procédure du droit d'alerte, il y a comme de l'agitation du côté des pouvoirs publics, des élus et même du gouvernement.

En intersyndicale ou séparément, nous avons pu rencontrer le président de Région, le président de la CUB, Mr Juppé, la députée Mme Got, le sénateur Mr Anziani.

A chaque fois, ces élus ont déclaré qu'ils partageaient nos inquiétudes, qu'ils soutenaient nos actions et qu'ils s'engageaient à faire, à leur tour, des démarches auprès du gouvernement et de Ford (envois de courrier, contact avec leurs relations politiques).

Résultat, en quelques jours, la réunion du comité de pilotage annulée en décembre et dont on n'avait plus de nouvelle, a été reprogrammée pour cette semaine. Et vendredi 5 février, nous apprenions qu'une réunion extraordinaire du CE avait lieu ce mardi 9 février.

De cette réunion CE extraordinaire en ressort :

* Le client chinois n°2 a choisi FAI plutôt que ZF pour un volume compris entre 10 000 et 20 000 BV 5R55S (début production 2012 pour 5 ans). Le contrat devrait bientôt être signé.

* Un retard technique concernant le client chinois n°1, suite à un changement de motorisation. Retard d'environ 3 mois.

Un constructeur Indien a demandé une info technique de nos produits.

* Aucune nouvelle information sur les autres projets. **Pas assez pour rassurer !**

Un petit rappel historique

Nous avons déjà l'expérience des réunions du groupe de travail à la Drire et du comité de pilotage à Bercy (2007/2009). Pendant toute une période, il n'en sortait rien. C'est quand nous avons commencé à mener des actions les jours de réunions que cela devenait des rendez-vous intéressants. Le bruit fait autour obligeait d'une certaine manière qu'il en sorte quelque chose.

En octobre, novembre et décembre 2007, les rassemblements et manifestations devant la Drire avaient permis de montrer notre mécontentement et d'exercer une certaine pression sur les pouvoirs publics. C'est ainsi que l'on avait obtenu que le groupe de travail continue début 2008 contrairement à ce qui était prévu.

Du coup, direction de Ford, élus et pouvoirs publics avaient dû, à contre cœur, continuer le travail pour chercher des solutions quant à l'avenir du site. Ce qui a permis d'éviter la fermeture de l'usine.

En 2008, l'intensification de la mobilisation (blocage, manif à Paris ...) a maintenu cette pression et ce message comme quoi, une vraie solution d'avenir devait être trouvée.

Nous avons gagné une bataille ...

La leçon est simple : nos actions répétées ont permis de pousser pour que tous ces gens (élus, pouvoirs publics, Ford) se décarcassent pour trouver une solution. Certes, la solution n'est pas enthousiasmante. Un an après, la reprise de l'usine par cette holding mystérieuse ressemble plus à un traquenard qu'à un véritable sauvetage.

Cette solution reste le résultat de notre résistance menée pendant deux ans. Elle a le mérite au moins de repousser la perspective d'une fermeture de l'usine. Nous ne sommes pas au pied du mur. Cela doit nous donner la force de continuer la bataille pour défendre encore et encore tous les emplois.

Nous ne souhaitons pas capituler même si la tâche nous apparaît parfois très compliquée. Mais avons-nous vraiment le choix de faire autre chose ? Non, en réalité. La situation sociale aujourd'hui est très dure. Le chômage et la précarité augmentent. Les salaires sont à la baisse dans la plupart des petites entreprises.

Plus que jamais nous devons défendre ce que nous avons, pour nous comme pour les autres. Car nous avons des responsabilités. Nous sommes nombreux, nous avons un nom connu, nous sommes une des plus grosses usines de la Région. Les médias suivent nos actions. Nous avons donc les moyens de nous faire entendre plus facilement.

Et nous ne devons pas gâcher ces avantages. L'activité de notre usine concerne près de 10 000 emplois dans la région. Elle a un impact important sur des dizaines d'entreprises, sur des dizaines de communes, sur la vie économique et sociale tout autour de nous.

Autant de raisons qui peuvent nous encourager à tenir.

Le 11 février, une nouvelle occasion de nous faire entendre

La prochaine réunion du comité de pilotage est donc l'occasion de montrer à l'Etat mais aussi à Ford que nous sommes toujours là. Pour rappeler nos exigences : leurs engagements faits il y a un an doivent être tenus, Ford doit assumer ses responsabilités sociales en restant sur le site jusqu'à ce que les projets prennent formes. Nous rappelons aussi qu'il n'est pas question que des emplois soient supprimés surtout avec les aides financières apportées par les collectivités. En agissant ensemble et solidairement, nous pouvons faire bouger les choses dans le bon sens. En tout cas, l'heure n'est pas à abandonner mais à poursuivre notre mobilisation.

Rassemblement jeudi 11 février 2010, jour du Comité de Pilotage

Les syndicats CFTC - CGT appellent à participer nombreux au rassemblement devant la Préfecture, à 11 heures

Nous appelons l'équipe du matin à débrayer à partir de 10 heures

Rendez-vous devant les portillons pour partir en convoi vers la Préfecture

Les salariés d'après-midi peuvent nous rejoindre sur place

Nous manifesterons devant la Préfecture de 11 à 13 heures

Nous demanderons à être reçus par le Préfet ou un des ses représentants

Faisons entendre nos inquiétudes et notre mécontentement

Le gouvernement et Ford doivent respecter leurs engagements pris en 2009

Tous les emplois doivent être sauvés

La CGT-Ford/First le 10 février 2010

Après ce CE qui n'avait vraiment rien d'extraordinaire, la direction a fait un communiqué de presse plutôt enjolivé. Les salariés apprécieront !



FIRST AQUITAINE
INDUSTRIES

A lire en cliquant sur le logo First :

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU CE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 9 FÉVRIER 2010

Cette réunion avait pour ordre du jour : « Informations sur les projets ».

Client chinois n° 1 : il y a un problème technique sur la relation moteur/boite pour ce client. La direction nous annonce un retard d'environ 3 mois. La finalisation du contrat est toujours en discussion.

Client chinois n° 2 : c'est la bonne nouvelle selon la direction : la boite 5R55S a été choisie par ce client par rapport à celle de ZF. Le volume prévu pour 2012 est de 10 000 à 20 000 boites de vitesses sur 5 ans "je crois" selon le PDG. C'est un contrat global qui devrait être mis à la signature prochainement. La même promesse nous avait été faite depuis plusieurs mois pour le client chinois n°1.

La direction se félicite de la capacité de FAI à être concurrentielle en Chine. Elle se contente de peu.

Pour elle, des réductions de coût devront être nécessaires aux niveaux des achats, logistiques, production, etc...

A nos questions sur les autres projets, rien de nouveau, aucune avancée..

Nous avons demandé comment va se passer l'année 2011 en terme d'organisation dans l'entreprise et si un plan de formation était prévu pour gérer la situation en attendant les nouveaux projets qui ont plus d'un an de retard. La direction a répondu que rien n'est prévu aujourd'hui et précise qu'elle applique déjà le plan de formation 2009-2010 et qu'elle verra au mois de juin 2010 pour la suite.

Tout le monde s'attendait à au moins une annonce importante, surtout dans un CE extraordinaire déclenché par la direction. Au final, la montagne accouche d'une souris. Toujours pas de contrat ferme ! On peut penser que l'objectif de la direction est d'affaiblir la mobilisation des salariés suite à l'action du 2 février, mais ce n'est pas avec ce type d'annonce qui ne représenterait que 2 à 4 semaines de travail sur une équipe qu'elle va nous convaincre.

En conséquence, cela confirme qu'il est urgent de se mobiliser pour la défense des emplois. Il nous faut alerter l'opinion publique, maintenir la pression sur les pouvoirs publics, Ford, HZ, Hay et le gouvernement

C'est pourquoi nous appelons les salariés à une nouvelle action ce jeudi 11 février 2010 en même temps que se déroulera le comité de pilotage à Bercy !

La CGT-Ford/First le 9 février 2010



MANIFESTONS À LA PREFECTURE JEUDI 11 FEVRIER 2010

Tous les projets ont du retard et certains sont même annulés, les banques sont frileuses à prêter à First pour le projet Atlas. Toutes ces incertitudes aboutissent au vote à l'unanimité des élus CE d'un nouveau droit d'alerte en début d'année.

Depuis, les élus du département et de la région interpellent l'Etat et Ford sur leurs engagements concernant la pérennité du site de Ford Blanquefort et de tous ses emplois.

Les médias recommencent à parler des « Ford Blanquefort » et du manque de perspectives de la reprise par la HZ Holding.

Ça recommence à bouger : la ministre Lagarde réunit le comité de pilotage jeudi 11 février (sans l'ensemble des organisations syndicales une fois de plus), la direction convoque le CE pour une réunion extraordinaire mardi 9 février. Nous ne savons pas ce qui sera annoncé mais une chose est sûre, il faut que les salariés continuent à exercer une pression pour que les choses bougent.

Jeudi 11 février 2010, à l'occasion de la réunion du comité de pilotage, nous appelons l'ensemble des salariés à manifester devant la préfecture. Nous exigeons qu'une délégation des organisations syndicales soit reçue par le préfet.

**Nous appelons à débrayer
Jeudi 11 février 2010 à partir de 10h00**

**Rendez-vous devant les portillons pour un départ en convoi et
arrivée prévue à 11h00 devant la préfecture**

La CGT-Ford/First le 9 février 2010

Mardi 9 février aura lieu une réunion CE extraordinaire
(de 14h00 à 15h00)

Ordre du jour :

Informations sur les projets.

***Nous en ferons un compte-rendu et nous le mettrons sur le site
le plus rapidement possible.***

La CGT-First/ex-Ford le 8 février 2010

La question du Sénateur Alain Anziani est publiée dans le Journal Officiel du Sénat depuis le 4 février 2010

A lire sur le site internet du Sénat : [Avenir de l'usine First Aquitaine Industries de Blanquefort](#)

La Députée Pascale Got réagit sur son blog au lendemain de la mobilisation du 2 février

Cliquez sur l'image ci-dessous pour rejoindre son blog

■ **FAI : COMITÉ DE SUIVI LE 11 FÉVRIER**
3 février 2010

La ministre Christine Lagarde vient de répondre à la demande de réunir comité de suivi national. Il se tiendra le 11 février prochain à Bercy en espérant qu'il ne soit pas une nouvelle fois reporté.

Il était grand temps que la ministre renvoie un signe aux salariés et élus au terme d'une année de silence ou presque. En juillet dernier, j'avais interpellé Mme Lagarde sur le retard pris par les projets de diversification et le sentiment de sous information témoigné par les salariés.




Sept mois plus tard, la crainte s'est accrue à juste titre : annulation de certains projets, retard d'une année sur d'autres, si bien qu'il semble de plus en plus difficile de tenir le calendrier annoncé lors de la reprise du site.


Quelques soient les difficultés rencontrées, et il y en a bien sûr, la recherche de transparence et d'information est légitime. Le juste milieu reste à trouver entre ne pas entraver les négociations commerciales (certainement difficiles à menées) et ne pas perdre la confiance des salariés.



[La presse du 03 février 2010 :](#)

 ---> Une bougie à oublier

 ---> First à Bercy le 11 février

 ---> Blanquefort se met au business vert

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE ROUSSET FELTESSE DU 2 FEVRIER 2010

Mr Rousset, président de la région, Mr Feltesse, Maire de blanquefort et Mr Passemard, directeur de 2ADI ont rencontrés les organisations syndicales

Mr Rousset a commencé par un point sur l'écoparc de Blanquefort et sur les emplois qui vont être créés en précisant bien qu'il n'y aurait pas d'ambiguïté entre ces emplois là et les autres.

Sur First, la discussion a commencé avec l'inquiétude habituelle. Nous avons fait un point sur la situation actuelle et sur les financements des projets. Mr Rousset ne comprend pas les contradictions des infos qu'il a avec celles que nous avons.

Pour l'anecdote, il a dit à ce sujet qu'à chaque sortie de rencontre avec nous, il déprimait. Mr Rousset s'est alors tourné vers Mr Passemard de 2ADI puisque qu'apparemment les infos qu'il a viennent de lui.

Mr Passemard tient une attitude mitigée plutôt optimiste avec un "air de pas en savoir plus" tout en laissant l'impression qu'il en sait plus qu'il ne dit, d'ailleurs il était présent vendredi dernier à la réunion avec le médiateur.

Mr Godefroy l'expert du cabinet Secafi l'a d'ailleurs repris plusieurs fois sur ses affirmations et son optimisme.

Un nouveau business plan aurait été fait, mais à ce jour le CE n'en a jamais eu connaissance.

Par rapport à la responsabilité de Ford et de ses engagements, Mr Rousset nous a remis une copie du courrier sur le sujet qu'il a envoyé à Mr Fleming président de Ford Europe (courrier affiché).

D'après Rousset et Passemard la réunion du comité de pilotage à Paris aurait lieu le jeudi 11 Février 2010. A confirmer...


Sur le comité de suivi que nous réclamons depuis longtemps avec la présence des organisations syndicales, Rousset a pris l'engagement de le mettre en place à la suite du comité de pilotage. Nous avons insisté pour que ce comité de suivi soit constructif et efficace et pas seulement pour se partager les inquiétudes. A suivre...

[Cliquez sur le lien pour lire :](#)


Le courrier de Mr Rousset adressé à Mr Fleming président de Ford Europe

La CGT-First/Ford le 2 février 2010

La presse du 02 février 2010 :

 ---> Les ex-Ford perdent patience

 ---> Juppé au soutien

 ---> Blanquefort : les ex-Ford demandent que les "engagements" soient tenus

 ---> FAI (ex-Ford) : toujours l'inquiétude un an après

Les journaux télé du 02 février 2010 :

Rassemblement des salariés un an après l'annonce de la reprise pour demander des comptes

Nous ne reviendrons pas sur les nombreuses raisons qui ont mené les salariés à redémarrer la mobilisation, elles sont largement traitées sur cette page un peu plus bas. Pour faire le bilan de cette journée, quelques photos seront bien plus utiles :

Distribution de tracts à la population à l'aube, sur le rond point devant l'usine :***Affichage des articles de presse du jour de l'annonce de la reprise devant l'entrée de l'usine :***



Diffusion d'un zapping des journaux télé du 2 février 2009 pour se rappeler des belles déclarations des repreneurs et de certains politiques et les mettre en perspective avec notre situation un an plus tard :



Rassemblement des salariés :



Prise de parole du secrétaire de la CGT devant la députée Pascale Got :



Prise de parole de la députée Pascale Got nous encourageant à nous mobiliser :



Prises de parole du comité de soutien par Marithou Flipo et Max Guichard, vice président de la CUB :



Les médias ont répondu présents. La médiatisation est très importante pour remettre le dossier Ford sur la place publique :



La CGT-First/ ex Ford le 02 février 2010

Voici un mail de Vincent Feltesse reçu aujourd'hui
(Le 02 février 2010)

Objet : Il y a un an, la reprise de Ford...

Bonjour aux uns et aux autres,
il y a un an jour pour jour, après des mois de mobilisations la Ministre de l'économie venait à Bordeaux annoncer la reprise de Ford par HZ Hay et la conservation de tous les emplois.
Un an après, le bilan est plus que contrasté. Certes, la reprise a été quelque chose de quasi miraculeux, mais aucune des pistes de diversifications évoquées ne s'est concrétisée.
L'usine tourne au ralenti et les salariés sont plus qu'inquiets.
Ce 2 février 2010 est donc une journée particulière.
La CGT organise une action devant l'usine de 12h00 à 16h00 à laquelle toute la population est appelée à se joindre.
Par ailleurs, les politiques demandent à Christine Lagarde de réunir un nouveau comité de pilotage pour faire le point (je vous met en pièce jointe la question de Alain Anziani au sénat, ainsi qu'un nouveau courrier de Alain Rousset et de moi-même à C. Lagarde. Pascale Got est aussi intervenue).
Symboliquement Alain Rousset organisons une journée de travail avec des représentants de toutes les entreprises qui vont venir s'implanter dans l'éco parc : photovoltaïque, éolien, éco-construction...
Nous recevrons aussi l'intersyndicale en fin de journée.
Amicalement
Vincent.

[Cliquez sur les liens pour lire :](#)

[Le courrier de A. Rousset et V. Feltesse](#)

[La question de A. Anziani](#)

Le 01 février 2010, Intervention de la CGT-First (ex Ford) à la tribune lors du meeting de rentrée en campagne du PS pour les régionales :



UN AN APRÈS LA REPRISE ... IL EST URGENT DE SE REMOBILISER POUR SAUVER NOS EMPLOIS

Il y a un an, John Fleming président de Ford Europe, Birger Hammerstein DG de Johann Hay, Marcus Ziegler PDG de HZ, Christine Lagarde Ministre de l'économie, Hubert Falco secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire et les élus locaux Alain Juppé, Alain Rousset, Vincent Feltesse, Pascale Got.. annonçaient la reprise de FORD Blanquefort par la Holding HZ. Cela se passait au grand Hôtel de Bordeaux avec démonstration médiatique. Quelques heures après, nous avions droit à l'usine à la cérémonie avec grand écran, musique et applaudissements amplifiés.

Les représentants de FORD, HZ, HAY et notre direction actuelle affirmaient que le site était pérennisé et tous les emplois sauvés. Les politiques se disaient soulagés du dénouement surtout après deux ans de mobilisation sans relâche des salariés pour sauver le site et tous les emplois.

Pour bien se remémorer, nous rappelons certaines déclarations de ces gens-là :

Certains complètement hypnotisés ou consciemment manipulateurs...

Christine Lagarde, ministre de l'économie : « Cette usine ne fermera pas. Tous les emplois seront sauvés »

John Fleming président Ford Europe : « L'annonce d'aujourd'hui démontre que nos engagements ont été clairement tenus ».

Markus Ziegler, PDG de HZ : « Nous sauvegarderons le niveau d'emploi actuel à des conditions salariales inchangées »

Birger Hammerstein, DG de Johann Hay : « Optimisme sur l'avenir de (Ford) Blanquefort »

Alain Juppé, maire de Bordeaux : « Une conclusion heureuse », « Ce succès, nous le devons au savoir-faire des salariés et à la défense de leur site sans concession et sans dérapage. Mais le comité va continuer à fonctionner car il faut voir quels sont les investissements qui vont être faits et surveiller cette reprise »

Xavier Darcos, ministre du travail : « Le problème de Ford a été réglé par Alain Juppé et Christine Lagarde ».

Jacques Passemard, directeur de 2ADI : « Ce sont des gens pressés et efficaces. Ils savent prendre des décisions très vite »

... et d'autres un peu plus méfiants :

Vincent Feltesse, maire de Blanquefort et président de la CUB : « Une très bonne nouvelle mais une grande vigilance tant que le montage financier ne sera pas précisé »

Alain Rousset, président PS de région : « C'est un projet ambitieux, il reste encore du chemin à parcourir pour garantir la sauvegarde à long terme de tous les emplois »

Pascale Got, député du Médoc : « Mais notre travail doit continuer. C'est une victoire importante mais il ne faut rien lâcher ».

A ce moment là, à la CGT Ford, nous n'étions pas rassurés et loin de cet enthousiasme de façade. Nous écrivions dans nos tracts :

6 février 2009 : L'annonce de la reprise ne répond pas complètement à nos inquiétudes mais c'est quand même le résultat de notre mobilisation qui dure depuis deux ans. Cela doit nous donner confiance pour la suite car, évidemment, la bataille n'est pas terminée. Nous avons fait un premier pas, il nous faut maintenant toutes les garanties. La pérennité du site et des emplois doivent être garantis par Ford, pas seulement par le repreneur.

13 février 2009 : L'avenir n'est pas garanti mais au moins nous avons l'espoir d'un avenir. Quelle que soit la méfiance que nous avons, il peut y avoir une perspective industrielle pour le site. Mais cet avenir reste à construire. Pour cela, la bataille doit continuer car nous avons besoin de garanties pour les mois et les années qui viennent.

Tout ce que nous avons à défendre

* **Tous les emplois doivent être sauvés** (y compris pour les salariés sous-traitants).

* **La pérennité du site et des emplois doivent être garantis par Ford** et pas seulement par le repreneur.

* **Aujourd'hui les engagements de Ford, de HZ et de l'État ne sont pas tenus** : Aucun contrat de signé, aucun projet n'est au rendez vous comme prévu dans le calendrier présenté lors de la reprise, deux projets ont été perdus, il n'y a aucune garantie de pérennité du site, il n'y a pas de transparence de la direction de First, Ford, HZ et HAY sur qui décide quoi, qui finance et qui est derrière HZ. Nous voulons des réponses précises aux questions remises à la direction lors du droit d'alerte.

* **Pour préserver les 8600 personnes que fait vivre le site** : 1600 emplois + les sous-traitants + les emplois induits (chiffres INSEE). La fermeture du site serait une catastrophe sociale pour la région.

* **Pas d'externalisation** il faut refuser l'éclatement de l'effectif.

* **Si nous perdions nos emplois**, très peu d'entre nous retrouverions du travail. Pour exemple, à peine 10 % des salariés de Solectron ont retrouvé depuis un emploi, et parmi eux la plupart dans de plus mauvaises conditions.

* **Pour préserver nos acquis, nos conditions de travail.**

* **Pour exiger des projets industriels d'avenir** sur le site (les énergies nouvelles, voitures électriques, diversification de la production ...).

Pourquoi se mobiliser aujourd'hui ?

L'action du 2 février est avant tout symbolique. Marquer le coup un an après le début du processus de reprise, c'est l'occasion d'exprimer à la fois notre mécontentement et nos inquiétudes. C'est dire que cela ne peut pas continuer ainsi, que nous ne pouvons pas attendre que les choses aillent plus mal encore. C'est dire aussi que nous devons entrer dans une nouvelle phase de mobilisation. Les salariés doivent intervenir car c'est le meilleur moyen d'exercer une réelle pression sur tous les décideurs et dirigeants pour faire avancer les choses. Car cela ne viendra pas tout seul !

Nous refusons de nous résigner à perdre un seul de nos emplois. Nous sommes convaincus que notre résistance commencée il y a plusieurs années peut aboutir au maintien de l'activité sur le site. Cela signifie une bataille déterminée et sans rien lâcher. Nous pouvons être acteur de notre avenir.

C'est maintenant que nous devons trouver des solutions ensemble pour nous faire entendre le plus fort possible. Nous souhaitons évidemment par cette journée convaincre les autres syndicats qu'il faut se sortir de la routine des réunions « hypnotiques » avec la direction. Notre force c'est celle des salariés en mouvement, c'est ce que craignent le plus les patrons et les pouvoirs publics. Mobilisons-nous !

Organisation de la journée du 2 février

Nous appelons au débrayage de 7h30 à 17h. Durant la journée nous prévoyons deux rendez-vous principaux :

De 7h30 à 9h00 : distribution de tracts au rond point devant l'usine pour sensibiliser la population, avec banderoles pour être bien visibles. Nous appelons les salariés à venir distribuer, car nous ne pensons pas que c'est une affaire de syndicalistes uniquement.

De 12h00 à 16h00 : rassemblement devant les portillons. Nous diffuserons une vidéo que nous avons faite pour rappeler les déclarations des « officiels » il y a un an. Nous invitons les élus politiques, les médias (conférence de presse). L'objectif étant de débattre sur la situation et des moyens que nous avons pour influencer sur les événements.

Il y aura un casse croûte (sandwiches + boissons + café).

Les collègues peuvent débrayer pour l'une ou l'autre des actions ou pour les deux ou pour toute la durée de l'appel.

***Tous ensemble, faisons entendre la voix des salariés,
ce 2 février n'est qu'un début.***



La CGT-First/ex Ford le 01 février 2010

Question au Sénat du Sénateur Alain Anziani sur la question de First, ex Ford

Comme il nous l'avais promis lorsqu'il avait reçu la CGT-Ford, (voir notre article du 22 janvier sur cette page), le Sénateur Alain Anziani interrogera la ministre Christine Lagarde dès que le Sénat aura fixé une date et nous tiendra informé de sa réponse.



Validation d'une question

La question orale sans débat que vous avez déposée a été validée par la division des questions

Avenir de l'usine First Aquitaine Industries de Blanquefort

Question n° 0799S adressée à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. À publier le : 04/02/2010

texte de la question : M. Alain Anziani appelle l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur les incertitudes pesant encore sur l'avenir de l'usine First Aquitaine Industries (FAI) située à Blanquefort, en Gironde. Lors de la cession de cette usine par Ford à la société allemande HZ Holding en 2009, le repreneur avait annoncé divers projets de reconversion du site, permettant de sauvegarder une grande partie des 1 600 emplois. Après un an, ces projets de reconversion tardent à se concrétiser, alors que la fin de la production de transmissions automatiques pour le groupe Ford est annoncée pour l'année 2011. Seul un projet de production de couronnes d'éoliennes a été effectivement enclenché, mais tarde à se réaliser, en raison de réticences des banques. L'investissement pour ce projet, estimé à 80 millions d'euros, nécessite en effet un prêt de 50 millions d'euros à FAI. Dans le cadre du plan de relance et de la lutte contre la désindustrialisation annoncés par le Gouvernement, il semble que le projet de production d'éoliennes porté par FAI pourrait faire l'objet d'un soutien plus significatif de l'État. Les collectivités territoriales, par le biais de la société d'économie mixte Route des lasers, ont déjà consenti un effort financier important. Dans ces circonstances, la prime d'un million d'euros accordée à FAI par la commission interministérielle des aides à la localisation des activités (Ciala) est tout à fait insuffisante. Un engagement supérieur de l'État est donc indispensable pour mener à bien ce projet industriel. De plus, ce projet s'inscrit parfaitement dans le cadre du développement d'activités industrielles liées aux énergies renouvelables que le Gouvernement considère comme l'une de ses priorités industrielles. Inquiètes de cette absence de projets pérennes et des risques pour les emplois, les organisations syndicales ont déclenché une procédure de droit d'alerte lors du comité central d'entreprise du 15 janvier 2010. Les représentants du personnel soulignent également le peu d'investissements consentis sur le site.

repreneurs, qui ont pourtant bénéficié d'importantes aides publiques. En conséquence, il souhaite qu'elle lui donne des assurances sur la participation au comité de suivi local proposé par le président de la région Aquitaine, qui regrouperait des représentants des organisations syndicales, des collectivités, de la direction de First et de l'État. Il désire par ailleurs que lui soient communiqués les engagements que compte prendre l'État à l'égard du pool bancaire réticent à financer les projets industriels de FAI. Enfin, il désire connaître les autres mesures envisagées par l'État pour sauvegarder l'ensemble des 1 600 emplois du site de Blanquefort.

La CGT-First/ex Ford le 31 janvier 2010

Intervention de la CGT-Ford lors du meeting du PS



Hier, samedi 30 janvier, avait lieu au Palais des congrès de Bordeaux le premier grand meeting de la campagne régionale d'Alain Rousset (PS). Suite à nos nombreuses sollicitations lors de nos différentes rencontres avec la députée Pascale Got, le sénateur Alain Anziani ou encore le président du conseil régional Alain Rousset, une délégation de la CGT-Ford a pu s'y exprimer au nom des salariés de Ford, devenu First. Voici la déclaration qui y a été lu lors de cette tribune :

"Une nouvelle fois, nous sommes là pour interpeller les élus, les futurs élus, les pouvoirs publics et l'opinion publique.

Le problème Ford est connu de la plupart des gens surtout suite à notre mobilisation qui a duré deux ans et qui a abouti à l'arrivée d'un repreneur. Cette reprise est devenue officielle le 1er mai dernier. A l'époque, c'était pratiquement l'euphorie du côté des dirigeants de Ford, du repreneur HZ et du gouvernement « L'usine est sauvée, tous les emplois sont maintenus » entendait-on.

Aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait le même son de cloche. Aucun des projets présentés n'a vu le jour, ni même n'a commencé à se concrétiser. Les mois passent, les délais se raccourcissent réduisant au bout du compte dangereusement les chances de réussite de l'ensemble du processus de reprise.

Nous étions déjà inquiets au moment de la reprise car nous avions alors aucune confiance dans une direction qui nous a baratiné pendant des années. Mais nous n'avons jamais désespéré car avec la reprise, la perspective n'était plus la fermeture de l'usine pour 2010 mais bien la possibilité de préserver notre boulot et près de 10 000 emplois dans la région induits par l'activité de l'usine.

Nous sommes là pour tirer la sonnette d'alarme, nous sommes là pour dire que l'usine est en danger mais nous sommes là, aussi, pour dire que nous ne nous résignons pas, que nous n'accepterons pas la disparition de tout ou partie de nos emplois.

Depuis un an, les dirigeants de First (c'est notre nouveau nom) nous sortent un discours confiant mais nous craignons fort que cela ne soit que pour jouer la montre et qu'en réalité, il n'y ait pas de sérieuses tentatives pour maintenir une production qui assurerait la sauvegarde des emplois.

C'est pour cela que nous essayons d'agir aujourd'hui et pas demain au moment d'une éventuelle catastrophe. Nous avons trop en tête les exemples des salariés de Molex, de Célanèse ou de Continental. Menées au pied du mur, leurs luttes même déterminées n'ont pas réussi à empêcher les fermetures.

Par le déclenchement du droit d'alerte, par les actions diverses que syndicats et salariés peuvent mener, nous pouvons sensibiliser et secouer les politiques pour que les choses bougent dans le bon sens. Car nous avons besoin des élus et des pouvoirs publics qui ont évidemment un rôle à jouer.

Nous ne pouvons pas croire que l'Etat et les pouvoirs publics soient impuissants face aux décisions d'une multinationale comme Ford ou d'une holding financière comme HZ. Ils peuvent exercer une pression et imposer que des solutions soient trouvées. Il y en a forcément. Les progrès technologiques, les exigences écologiques offrent des perspectives de fabrications de produits nouveaux

Ford a reçu pendant 38 ans des subventions et des aides publiques diverses. Aujourd'hui, c'est First qui en reçoit alors que nous ne voyons rien venir. Est-ce bien normal ? Pourquoi n'y aurait-il pas un droit de contrôle des pouvoirs publics sur ces entreprises qui sont « aidées » ? Pourquoi n'y aurait-il pas des obligations sociales comme une interdiction de supprimer des emplois ? Nous précisons que les aides sont officiellement conditionnées au maintien de l'emploi mais qu'en réalité, depuis un an, ce sont déjà une soixantaine d'emplois qui ont disparu dans l'usine.

Pourquoi ce sont toujours les salariés qui subissent les condamnations quand ils défendent leurs emplois (comme chez Molex ou Continental) et jamais les patrons quand ils ferment les usines alors qu'ils le font illégalement (comme chez Molex ou Philips Dreux en ce moment). Pourquoi les pouvoirs publics peuvent intervenir dans un sens et pas dans l'autre ? Pourquoi les patrons peuvent-ils faire comme bon leur semble ?

Oui, aujourd'hui il faut trouver les moyens pour imposer à Ford de rendre des comptes et d'assumer ses responsabilités sociales. Les pouvoirs publics ont certainement les moyens d'agir dans ce sens. C'est sans aucun doute un problème de choix politique.

Au fait, pour info, Ford et ses actionnaires sont heureux de vous annoncer, depuis hier, que la compagnie renoue avec les profits depuis cette année avec 2,7 milliards de bénéfices. Ce n'est pas une surprise, le PDG annonçait le retour à la rentabilité pour 2009 depuis deux ans ! Une belle histoire !

Nous insistons sur le fait que notre préoccupation ne concerne pas seulement les emplois à l'usine. Il y a les sous-traitants mais pas seulement. Une étude INSEE de 2009, chiffre les emplois « ford » directs et indirects à 8700. Ford Blanquefort cela représente plus de 10 % du budget de la CUB. Un rapport de janvier 2008 du Conseil général chiffrait les pertes financières de toutes les communes de Gironde et c'est énorme.

Pas de doute, le sort de l'usine est un enjeu considérable pour le département mais aussi la Région. Ceci dans un contexte dramatique : nous rappelons que ces 3-4 dernières années, nous avons connu les fermetures des usines de Soferti, Sed Cordier, Arena, First Metal ou encore Solectron, sans parler de nombreux plans de licenciements dont on entend jamais parler.

Cela veut dire pour une bonne partie de la population, chômage, précarité et bas salaires car les reclassements proposés se révèlent complètement inefficaces. Cela veut dire aussi pour l'ensemble de la population une baisse du niveau de vie. Comment peut-on parler de « bien vivre en Aquitaine » si on ne défend pas l'emploi, si on ne stoppe pas cette catastrophe sociale que signifie tous ces licenciements et fermetures d'usine ?

Il y a urgence aujourd'hui. Le temps des discours est passé, il faut des actes, des engagements clairs de tous. Des interventions autoritaires doivent être faites contre ces entreprises qui font des profits et s'en vont ailleurs quand bon leur semble.

En 2008, en autres actions, nous avons bloqué l'usine et envahi le salon de l'automobile à Paris parce que nous en avions ras le bol du baratin de la direction qui cherche depuis des années à nous faire accepter la disparition progressive du site. Aussi, parce que nous ne comprenions pas l'attitude passive des pouvoirs publics. Mais surtout parce qu'il n'y a aucune raison d'accepter de perdre son emploi.

A l'usine Ford nous avons la chance d'être nombreux, d'avoir un poids économique considérable. C'est ce qui nous a permis de nous faire entendre. Ce qui n'est pas le cas pour de très nombreux salariés qui sont licenciés toute l'année dans l'anonymat

Nous dénonçons toutes les fermetures d'usines, tous les plans de licenciements comme aujourd'hui à Marbot-Bata en Dordogne. En plus, la plupart du temps, il s'agit d'entreprises qui font des bénéfices. Ce qui est révoltant. La question urgente se pose : quels moyens l'Etat et les pouvoirs publics ont-ils pour défendre réellement les intérêts de l'ensemble de la population face à la logique de course aux profits ?

En ces temps de « crise » il doit y avoir des solutions d'urgence pour préserver la vie de tous. Priorité doit être donnée à la défense des emplois

Nous ferons tout ce qui est possible pour empêcher une issue fatale. Car la fermeture du site est inacceptable. Alors nous comptons sur les élus, les pouvoirs publics pour défendre les conditions de vie de toute la population. Nous ne demandons pas seulement un « soutien » des politiques. Des initiatives doivent être prises pour s'assurer d'une activité économique et sociale dans la région. Il s'agit de l'intérêt de tous.

Pour finir, nous vous informons que mardi 2 février, jour anniversaire de l'annonce du processus de reprise, la CGT-Ford appelle à une mobilisation pour alerter du danger et dénoncer l'attitude de notre direction. Nous vous invitons tous à apporter votre solidarité en passant au rassemblement qui sera organisé entre 12 et 16 heures devant l'usine. Nous diffuserons une petite vidéo pour rappeler les déclarations de Ford et du gouvernement il y a un an. Nous organiserons un débat et il y aura de quoi se restaurer.

Dès maintenant il doit y avoir une mobilisation de tous pour la défense des emplois. Nous comptons sur vous tous. Merci."





La CGT-First/ex Ford le 31 janvier 2010

Qui sont nos repreneurs ?

Qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Dans un article du journal l'Express intitulé "**Quand les sauveteurs se transforment en naufrageurs**" datant du 03 juin et visible dans la rubrique "actualités" de notre site, nous pouvions lire sur FAI : *"Toutes les interrogations sont pourtant loin d'être levées. A commencer par celles entourant l'identité du repreneur, un fonds de retournement allemand, Salvus Diligens, créé en 2003 à Wiesbaden par trois associés. Il promet d'investir 200 millions d'euros dans l'ex-usine Ford, via un holding ad hoc, en partenariat avec un sous-traitant automobile allemand... et avec l'aide, bien sûr, des pouvoirs publics français."*

La Holding, on la connaît, c'est HZ.

Le partenaire sous-traitant allemand aussi, c'est Hay

Mais qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Ils possèdent un site internet <http://www.salvus-diligens.de/> où l'on peut télécharger un **portrait de leur compagnie** et dont nous avons tenté une traduction.

Nous y découvrons que les trois dirigeants de *Salvus Diligens* sont les mêmes que les notre, ceux de HZ : HEINZ-GÜNTER HUB - WOLFGANG MAENNEL - DR. MARKUS ZIEGLER

Nous n'en savons pas plus pour l'instant alors nous interrogerons la direction mais espérons que ce n'est pas une machine à la Bernard Tapie...

La CGT-Ford, questions sans réponses depuis la reprise en mars 2009...

Pour rappel : La position de la CGT-Ford sur le projet de reprise de FAI par la Holding HZ le 31 mars 2009 : [Téléchargezla en cliquant ici](#)

Clip de Délio de leur titre : "Par la porte de derrière"

Historique de la page d'accueil du site :Historique de la page d'accueil du 03.12.2009 au 31.01.2010Historique de la page d'accueil du 01.10.2009 au 03.12.2009Historique de la page d'accueil du 05.09.2009 au 30.09.2009Historique de la page d'accueil du 01.06.2009 au 05.09.2009Historique de la page d'accueil du 01.05.2009 au 31.05.2009Historique de la page d'accueil du 01.04.2009 au 30.04.2009Historique de la page d'accueil du 19.03.2009 au 31.03.2009Historique de la page d'acceuil du 29.02.2009 au 18.03.2009Historique de la page d'acceuil du 29.01.2008 au 28.02.2009Historique de la page d'acceuil du 06.12.2008 au 28.01.2009Historique de la page d'accueil du 20.11.2008 au 06.12.2008Historique de la page d'accueil du 18.10.2008 au 20.11.2008